

Paris, le 28 octobre 2020

**Coopérations monétaires Afrique-France**  
**Rapport économique et financier 2019 sur la CEMAC, l'UEMOA et l'Union des Comores<sup>1 2</sup>**

Rédigé avec la participation des banques centrales africaines, ce [rapport](#) présente les principales évolutions économiques et financières en 2019 et fait le point sur les effets du choc lié à la pandémie de Covid-19 ainsi que les mesures adoptées en 2020 pour y faire face. Deux travaux analytiques, portant sur des enjeux d'actualité pour les pays d'Afrique subsaharienne (ASS), viennent l'enrichir : l'un sur l'impact des désastres naturels sur la dette publique et l'autre sur l'aide publique au développement en réponse à la crise de la Covid-19. Enfin, une étude de la Ferdi<sup>3</sup> met en perspective historique l'effet des accords de coopération monétaire sur la pauvreté en CEMAC et en UEMOA : ses résultats tendent à montrer que la croissance y serait, grâce au caractère modéré de l'inflation, plus inclusive que dans le reste de l'ASS.

**Ce rapport relève qu'avec 4,5 % la croissance économique des pays couverts par les coopérations monétaires Afrique-France est restée, en 2019, sensiblement supérieure aux 3,2 % pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne (ASS).** Ces pays ont connu en 2019 un taux d'inflation particulièrement bas de 0,3 %, très significativement en-deçà de celui de 8,4 % enregistré en ASS. L'ancrage crédible de leur monnaie sur l'euro a continué de jouer, en UEMOA, en CEMAC comme aux Comores, un rôle modérateur sur les prix.

**En raison des retombées négatives de la pandémie de Covid-19 sur l'activité intérieure et, en ce qui concerne les pays exportateurs de pétrole, de la forte baisse des prix du baril, la situation économique de l'UEMOA, de la CEMAC et des Comores s'est très fortement détériorée en 2020.** Les pays exportateurs de pétrole sont les plus touchés, avec une dégradation plus brutale des comptes extérieurs et des finances publiques. Les gouvernements et les banques centrales ont rapidement pris des mesures afin de limiter l'impact de l'épidémie sur l'économie et les populations. De plus, des aides d'urgence du FMI et l'initiative de suspension du service de la dette déployée par le G20 et le Club de Paris viennent soutenir les pays les plus fragilisés.

**Dans ce contexte, les pays couverts par les coopérations monétaires Afrique-France devraient faire face en 2020 à une récession de 0,4 %, nettement moins marquée toutefois que celle de l'Afrique subsaharienne dans son ensemble (-3,0 %).** La CEMAC entrerait en récession, à - 3,1 %, mais l'UEMOA et l'Union des Comores conserveraient une croissance positive de 1,3 % et 0,9 % respectivement. Tiré par les difficultés d'approvisionnement en biens alimentaires et en médicaments, l'inflation progresserait, en dépit du ralentissement économique, à 2,1 %, contre 10,6 % dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne.

---

<sup>1</sup> La récente réforme des accords de coopération monétaire avec l'UEMOA, rendant caduque la notion de Zone franc, se traduit par un changement du nom du rapport annuel, traditionnellement produit par la Banque de France, sur la situation économique et financière de l'UEMOA, de la CEMAC et des Comores. La France conserve vis-à-vis de ces pays un engagement fort, à travers les accords de coopération monétaire et notamment la garantie qu'elle apporte. C'est pourquoi la Banque de France continue d'assurer, en collaboration avec la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) et la Banque Centrale des Comores (BCC), un suivi économique et financier des unions monétaires et pays concernés par ces accords.

<sup>2</sup> CEMAC : Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale et UEMOA : Union économique et monétaire ouest-africaine.

<sup>3</sup> Fondation pour les études et recherches sur le développement International.